

Informations du Guatemala

4° année; n° 172

Du 23 au 29 mai 1986

POLITIQUE

Fin du sommet de Esquipulas
L'indéfinition, caractéristique du Parlement CA
Les militaires seront soumis à un jugement par le GAM
Les Généraux devront comparaître devant les tribunaux militaires
L'Armée essaye de nuire au prestige du GAM
Cerezo approuve les manoeuvres militaires conjointes

ECONOMIE

La Banque de Guatemala annonce des mesures

INSURRECTION

Pertes pour l'Armée dans le nord-ouest : EGP
Les FAR occupent des villages

SITUATION SOCIALE

Population marginalisée exerce des pressions pour que des solutions soient trouvées

DROITS DE L'HOMME

Les Allemands appuient le GAM
Séquestration d'une mineure d'âge
Assassinats devant leur domicile

ANALYSE POLITIQUE

Les visites de la diplomatie guatémaltèque

POLITIQUE

FIN DU SOMMET A ESQUIPULAS

Le 25 mai, la réunion au sommet des Présidents d'Amérique centrale qui s'est tenue à Esquipulas, au Guatemala se terminait sur les paroles du Président guatémaltèque Vinicio Cerezo : "avec des divergences mais sans affrontements".

Les observateurs internationaux ont estimé que la réunion était arrivée à son terme sans pour autant avoir résolu les problèmes clefs qui font également l'objet d'un débat dans le cadre du Groupe de Contadora, comme par exemple, les manoeuvres militaires dans la région, le contrôle des armements et la vérification du respect des accords.

La déclaration finale réitère la volonté politique de rendre ces réunions de Présidents d'Amérique centrale formelles, celle de signer l'Acte de Paix de Contadora, celle de créer le Parlement Centre-Américain et celle de revoir, actualiser et rendre dynamique les processus d'intégration économique et sociale.

Les dirigeants de la région sont d'accord pour signaler que la meilleure instance politique sur laquelle l'Amérique centrale peut compter pour atteindre cet objectif de paix n'est autre que le Groupe de Contadora dont le Parlement régional doit être la prolongation permanente et non le substitut.

L'INDEFINITION, CARACTERISTIQUE DU PARLEMENT CA

Le 24 mai, le plus récent numéro de la publication "INFOPRESS CENTROAMERICANA" indiquait que le Parlement Centre-Américain "au delà de donner l'impression d'être le fruit de l'improvisation, fait planer le doute quant aux objectifs qu'il se fixe et quant à ses intentions".

L'analyse de cette publication hebdomadaire met en exergue le fait que le problème majeur de ce forum régional est celui de son indéfinition, tant en ce qui concerne ses aspects formels que pour ce qui est de ses caractéristiques fondamentales. Dès lors, dans de telles conditions, le "Nicaragua devra coexister dans une région où les voisins sont de signe idéologique contraire".

LES MILITAIRES SERONT SOUMIS A UN JUGEMENT PAR LE GAM

Le 21 mai, la présidente du Groupe d'Appui Mutuel -GAM-, des familles des disparus et détenus, Nineth Montenegro de Garcia, indiquait que les Généraux Efraïn Rios Montt et Oscar Mejía Victores, anciens chefs d'Etat et le Général Rodolfo Lobos Zamora, ancien chef de l'Etat-Major Général de l'Armée seraient accusés formellement devant les tribunaux pour leur responsabilité directe dans plus de 1 450 cas de disparitions et autres actes de répression.

Le 26 mai, le GAM remettait au Congrès de la République une pétition pour que l'on déroge au décret-loi 6-86, accordant l'amnistie aux responsables de violations des Droits de l'Homme, lesdites violations figurant sous la dénomination "délits politiques et connexes".

LES GENERAUX DEVRONT COMPARAITRE DEVANT LES TRIBUNAUX MILITAIRES

Le 22 mai, le chef des Relations Publiques de l'Armée; le Capitaine Fernando Cifuentes, déclarait que la comparution des officiers militaires accusés d'avoir violé les Droits de l'Homme aurait lieu devant un tribunal militaire.

Le militaire a précisé que "s'il devait y avoir lieu d'intenter un procès contre ces officiers, ce ne pourrait être que devant un tribunal militaire, seul habilité à prendre connaissance des cas". Il répondait ainsi au Groupe d'Appui Mutuel qui avait annoncé la comparution devant les tribunaux des Généraux Efraïn Rios Montt, Oscar Mejía Victores et Rodolfo Lobos Zamora.

Les milieux journalistiques ont rappelé que le procès promu par l'Université de San Carlos -USAC- contre l'Armée, en septembre de l'année dernière, après que les troupes militaires aient envahi l'université, n'a pas évolué et que l'on n'a pas dépassé le premier stade de la procédure judiciaire devant le tribunal militaire.

L'ARMEE ESSAYE DE NUIRE AU PRESTIGE DU GAM

Le 27 mai, le Groupe d'Appui Mutuel -GAM- composé des proches des détenus et disparus, dénonçait le fait que l'Armée avait lancé une campagne visant à nuire au prestige

dont jouit cette entité humanitaire.

La dénonciation souligne que la campagne psychologique élaborée et menée à bien par l'Armée, met l'étiquette de "communiste" à toute personne qui réclame que réapparaissent, vivants, les milliers de guatémaltèques enlevés par les forces de sécurité gouvernementales au cours des six dernières années.

CEREZO APPROUVE LES MANOEUVRES MILITAIRES CONJOINTES

Le 28 mai, le journal mexicain "La Jornada" faisait savoir que le Président Vinicio Cerezo avait approuvé la réalisation de manoeuvres militaires conjointes entre les armées guatémaltèque, hondurienne et salvadorienne. Ces dernières auront lieu prochainement dans le département guatémaltèque de El Petén et la finalité est de relancer le Conseil de Défense Centre-Américain -CONDECA-.

D'autre part, au cours de la réunion du groupe technique de Contadora, qui s'est tenue le 16 mai, à Panama, le Guatemala et le Costa Rica avaient présenté une proposition commune qui prône la réalisation de manoeuvres militaires internationales dans la région d'Amérique centrale et avaient rejeté la proposition du Nicaragua visant à les interdire.

ECONOMIE

LA BANQUE DE GUATEMALA ANNONCE DES MESURES

Le 26 mai, la Banque de Guatemala annonçait une série de mesures économiques conformes au plan de redressement économique et social, parmi lesquelles figurent : une augmentation des encaisses bancaires et la commercialisation des bons publics pour un total de 416.6 millions de quetzales (Q1 équivaut environ à 33 cts de dollar).

La Banque de Guatemala a augmenté les taux d'intérêts bancaires de 11% par an pour les passifs et de 14% pour les actifs et a octroyé des crédits à l'Initiative Privée pour une valeur de Q55.2 millions, destinés à la construction, à la culture et la récolte des céréales de base, le soja et le coton et au développement de la petite et moyenne industrie.

INSURRECTION

PERTES POUR L'ARMEE DANS LE NORD-OUEST : EGP

Le 21 mai, un communiqué insurrectionnel signalait que des forces de l'Armée des Guérilleros des Pauvres -EGP- avaient attaqué à trois reprises, les 10 et 12 mai, des troupes gouvernementales occasionnant en leur sein 27 pertes.

Les attaques ont eu lieu dans la municipalité de Nebaj, dans le département de El Quiché, où le 17 mai, une autre unité rebelle de guérilleros attaquait un détachement militaire "pour répondre à l'offensive contre-insurrectionnelle déclanchée par l'Armée gouvernementale dans la zone".

Le 15 mai, des colonnes guérillères ont attaqué un groupe de parachutistes (troupe d'élite) dans une région de Ixcán, dans la même province.

LES FAR OCCUPENT DES VILLAGES

Les Forces Armées Rebelles -FAR- ont occupé huit villages, selon une information rendue publique le 23 mai. Les villages occupés, où les FAR ont organisé des réunions de caractère politique et demandé le respect des promesses émises par le Président Vinicio Cerezo, se trouvent dans les municipalités de San Andrés, San Luis et Poptun.

SITUATION SOCIALE

POPULATION MARGINALISEE EXERCE DES PRESSIONS POUR QUE DES SOLUTIONS SOIENT TROUVEES

Le 25 mai, quelques 500 habitants vivant dans des conditions de logement irrégulières dans la ville de Guatemala occupaient les installations de l'Institut National Central pour Garçons, situé face au Palais législatif afin d'exercer des pressions sur les députés pour qu'une solution soit trouvée au problème du logement.

D'autre part, des centaines d'habitants de la colonie périphérique "La Esperanza", située également dans la ville de Guatemala, ont manifesté devant le Palais National

ce même 25 mai. Ils demandent à ne pas être délogés des terrains qu'ils occupent actuellement et qui sont propriété de l'Entreprise d'Etat des Chemins de fer de Guatemala -FEGUA-.

DROITS DE L'HOMME

LES ALLEMANDS APPUYENT LE GAM

Douze organisations et des personnalités d'Allemagne Fédérale ont envoyé, le 21 mai, une lettre ouverte au Président Vinicio Cerezo, en lui demandant d'assumer la responsabilité qui lui échoit en ce qui concerne le respect de la vie et de l'intégrité physique des membres du Groupe d'Appui Mutuel, composé des familles des victimes disparues. Responsabilité également en matière d'enquête à mener sur le sort de milliers de guatémaltèques enlevés et enfin responsabilité pour ce qui est de la comparution devant les tribunaux des personnes responsables des violations des Droits de l'Homme. Parmi les personnalités ayant apposé leur signature à cette lettre, se trouvent : les parlementaires socio-démocrates Ernst Waltemathe et Freimut Duve, membres du Parlement fédéral et du parti écologiste.

SEQUESTRATION D'UNE MINEURE D'AGE

Laura Elizabeth del Cid, âgée de 12 ans, a été enlevée par des effectifs des forces de sécurité gouvernementales, le 23 mai. Ces derniers ont intercepté le véhicule à bord duquel se trouvait la petite victime en compagnie de sa famille, à la hauteur du kilomètre 37 de la route au Pacifique, se trouvant dans la juridiction de la municipalité Palin, dans le département de Esquintla.

ASSASSINATS DEVANT LEUR DOMICILE

Le 19 mai, deux citoyens étaient assassinés par balles devant la porte même de leur domicile et en présence de leur proches, par des effectifs de sécurité. Les témoins de ces scènes en ont fait état, le 23 mai.

Juan Esteban Mendez et Concepcion Bautista Boches, âgés respectivement de 68 et 31 ans, et ayant pour profession celles de gardien et ouvrière, sont morts au cours d'attentats qui ont eu lieu dans les villes de Chiquimula et Guatemala.

ANALYSE POLITIQUE

LES VISITES DE LA DIPLOMATIE GUATEMALTEQUE

Après la réunion au sommet qui s'est tenue à Esquipulas, au Guatemala, certaines attentes sont permises pour la réunion des Ministres des Relations Extérieures de Contadora et d'Amérique centrale qui aura lieu le 6 juin et qui donnera peut être naissance à des résultats mitigés même si la proposition de signature de l'Acte de Paix pourrait bien être avancée.

L'enthousiasme issu de cette possibilité a été assombri par les menaces américaines d'invasion militaire de Nicaragua qui se produirait, si l'on en croit le Pentagone, après une prétendue violation de la part de Managua du contenu du Pacte de Contadora. Ces menaces et l'annonce préalable que les Etats-Unis continueraient à financer les contre-révolutionnaires nicaraguéens, en marge de l'approbation de l'Acte, confirment que les succès diplomatiques ne peuvent être dissociés de la volonté de l'Administration Reagan et de la conduite des alliés dans la région.

Les positions actuelles donnent naissance à une nouvelle situation où apparaît d'une part l'émergence conjoncturelle de points de coïncidence entre états d'Amérique centrale et d'autre part, le durcissement de la ligne américaine.

Il convient de souligner qu'en dépit de ce qui a été discuté dans les réunions des 24 et 25 mai à Esquipulas, les divergences perdurent autour de trois thèmes fondamentaux pour la paix dans la région : les manoeuvres militaires, le contrôle des armements et la vérification des accords quant à leur respect.

Ces différents aspects constituent véritablement la trame de la proposition présentée par le Président nicaraguéen Daniel Ortega à ses homologues au cours du sommet mais en dépit du fait qu'il s'agissait là d'éléments utiles pour la négociation, le gouver-

nement hondurien marquait clairement son désaccord le lendemain.

Dans ce contexte, la politique étrangère guatémaltèque, qui se définit comme facteur d'équilibre dans la région, a connu des modifications qu'il serait bon d'analyser.

La réalisation de manoeuvres conjointes dans la partie septentrionale du département de El Petén, au Guatemala, avec la participation d'effectifs de ce pays, du Honduras et du Salvador et la désignation de hauts-chefs militaires comme ambassadeurs du nouveau gouvernement civil guatémaltèque sont des éléments qui confirment le fait que la diplomatie guatémaltèque n'a cessé de se développer sur deux axes.

D'une part, elle essaye d'équilibrer les relations avec Washington afin de garantir l'appui économique et défendre les programmes de sécurité nationaux et, d'autre part, elle prétend passer outre l'isolement international dans lequel le pays se trouve confiné du fait de cette tradition de violations des Droits de l'Homme que connaît le pays et qui n'ont pas disparu depuis l'entrée en fonction d'un gouvernement civil.

L'introduction de nouvelles nuances dans le discours politique du Président Vinicio Cerezo, qui s'alignent sur les thèses connues de l'Administration Reagan, est perceptible. Le mandataire guatémaltèque argüe du fait que les relations diplomatiques du Nicaragua et de l'Union Soviétique constituent un motif suffisant pour inscrire la situation centre-américaine dans le fameux conflit Est-Ouest et justifier ainsi l'identification du gouvernement nicaraguéen voire son assimilation au principal facteur de trouble dans la région.

De tous les gouvernements démocratiques centre-américains, celui du Guatemala est le plus aculé par son besoin urgent de l'aide économique fournie par les Etats-Unis, mais c'est également le gouvernement qui en a le moins bénéficié. L'Ambassade américaine a fait savoir que pour cette année le gouvernement de Vinicio Cerezo recevra 77 millions de dollars, c'est à dire 24 millions de moins que la somme versée l'année précédente.

Le rapprochement entre Washington et le Guatemala n'implique pas nécessairement l'abandon par le gouvernement démocrate-chrétien des relations qu'il entretient avec des secteurs qui sont ouvertement opposés ou qui pourraient l'être à la politique américaine.

D'aucun considère que la proposition de création d'un Parlement centre-américain, promue par l'administration de Vinicio Cerezo serait vide de sens si elle n'impliquait pas que les Etats-Unis sont les principaux responsables de l'instabilité que connaît la région.

Personne ne s'attend à ce que se soit possible à brève échéance et les perspectives d'une telle concrétisation sont assez limitées surtout si l'on prend en considération le fait que le Guatemala a demandé le soutien de l'Organisation des Etats Américains pour définir les mécanismes de fonctionnement dudit Parlement.

Il est indispensable à ce stade de rappeler qu'un des arguments avancés par l'Administration Reagan afin de justifier ses mesures prises à l'encontre du gouvernement nicaraguéen était de souligner que les sandinistes n'avaient pas respecté leurs promesses de démocratisations proférées au sein de l'OEA en 1979.

Aucun secteur parmi ceux qui ont contribué aux négociations en Amérique centrale ne souhaite que le gouvernement guatémaltèque s'engage à fond dans les projets américains contre le Nicaragua comme ce fut le cas pour les autres voisins d'Amérique centrale. Les impératifs économiques et le manque de réponses efficaces face à l'actuel mouvement de revendications nationales pourraient bien obliger le gouvernement démocrate-chrétien à faire marche arrière sur le chemin de la démocratie au Guatemala et en Amérique centrale.